



## UNES

### VÉHICULES PROPRES : LA COMMISSION VEUT MONTRER L'EXEMPLE



**Dans la course aux véhicules électriques, l'Union européenne donne un coup d'accélérateur.**

Dans le but d'accélérer la transformation du parc automobile européen la Commission prône de [nouveaux objectifs](#) en matière d'émissions de CO2, qui s'appliqueraient à l'horizon 2025/2030. Présentée le 8 novembre dans le cadre de l'Union de l'énergie, la [proposition](#) pour ambitieuse qu'elle soit (réduction de 30% des émissions d'ici à 2030, par rapport à 2021), se base sur des analyses et a été établie en concertation avec les [parties prenantes](#) du secteur, pour rester réaliste et conforter une place de leader à l'Union européenne.

La Commission propose ainsi un système incitatif à la mise sur le marché de véhicules propres à zéro ou à basse émission. Cependant aucun quota obligatoire n'est prévu pour les véhicules électriques. Dans les grandes lignes, l'Exécutif européen souhaite renforcer les contrôles sur les émissions, par le biais de compteurs de carburant, ne tolérant que 20% d'écart entre les « chiffres constructeurs » des essais en laboratoire, et les essais sur route.

Au-delà des nouvelles normes techniques, la proposition vise à favoriser l'option « véhicules propres » dans les marchés publics, à encourager le déploiement des infrastructures, à favoriser les transports combinés et à promouvoir l'utilisation du car pour les longues distances à travers le territoire européen. Les représentants des constructeurs ([ACEA](#)) ont accueilli la proposition plus favorablement que [les Verts](#), qui souhaitaient une diminution des émissions d'au moins 40%. La proposition, prévue pour être révisable en 2024, va désormais être soumise aux colégislateurs. Elle fait partie du [deuxième « paquet mobilité »](#).

## PRÉSIDENTE TOURNANTE DU CONSEIL : PRIORITÉS DE LA BULGARIE



**La Bulgarie, qui assurera dès janvier 2018 la présidence tournante du Conseil, a présenté ses futures priorités et défendu au passage la politique de cohésion.**

Avenir de l'Union européenne, solidarité et sécurité pour une Europe forte, ouverture aux Balkans occidentaux et connectivité (transport, énergie, numérique) sont les quatre grandes priorités de la [Présidence](#) du Conseil de janvier à juin 2018.

Au-delà de ces axes prioritaires, la Bulgarie se prononce pour une politique de cohésion forte. Pour la ministre bulgare du Développement régional chargée de la présidence bulgare au Conseil de l'UE, [Lilyana Pavlova](#), qui s'exprimait au Parlement européen le 8 novembre dernier, il faut défendre un lien plus fort entre la politique de cohésion et les réformes nationales, pour améliorer l'impact des programmes. Enfin, la politique de cohésion devrait être assouplie et simplifiée pour permettre une reprogrammation de programmes opérationnels en cas de besoin.

Une conférence dédiée à l'avenir de la politique de cohésion sera organisée à Sofia en mai 2018.

## ARTICLES

### ERASMUS+ 2018 : OUVERTURE DE L'APPEL À PROPOSITIONS



**ERASMUS + : La Commission lance un appel à propositions pour 2018.**

Alors que les célébrations du [30<sup>ème</sup> anniversaire du programme Erasmus+](#) se poursuivent partout en Europe, la Commission européenne a lancé, le 25 octobre, [l'appel à propositions 2018](#). Avec un budget annuel qui devrait augmenter de 200 millions d'euros atteignant 2,7 milliards d'euros, ce programme pour la mobilité et la coopération en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport multipliera les perspectives d'études et de formation à l'étranger pour les jeunes.

A noter cette année l'ouverture au sein du volet mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur de la possibilité pour ces derniers, quelle que soit leur spécialisation, d'effectuer un stage autour du numérique en bénéficiant d'une bourse mensuelle de 500 euros.

En outre, une attention accrue sera portée à la mobilité de longue durée (Erasmus Pro) pour les apprenants dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels.

## 1 MILLIARD POUR BOOSTER L'INNOVATION AGRICOLE



**Pour rester en phase avec les réalités du terrain, l'agriculture européenne va bénéficier d'un milliard d'euros dans les deux années à venir.**

Un milliard d'euros, c'est le montant que la [Commission européenne alloue](#) à l'innovation agricole d'ici 2020 dans le cadre du programme Horizon 2020.

Destiné, comme le précise [Bulletin quotidien Europe](#), à « *aider le secteur à devenir plus durable et à encourager l'installation des jeunes* », le financement fera la part belle (753 millions d'euros) aux recherches sur la protection des ressources, telles que la gestion des sols ou la protection des ressources génétiques, le respect de l'environnement ou la coopération internationale. Le restant (un peu moins de 250 millions d'euros) sera dédié au développement rural, qu'il s'agisse des technologies d'information et de communication, de l'innovation dans les chaînes de valeur, de l'économie circulaire ou encore, du renouvellement des générations.

Le [programme de travail 2018-2020](#) correspondant du programme Horizon 2020 a été publié le 27 octobre dernier ainsi que les [appels 2018 « sécurité alimentaire durable »](#).

## 400 000 TONNES DE LAIT EN STOCK



**Le niveau des stocks de lait en poudre est alarmant pour assurer le bon développement de la filière « lait » et les mesures correctives tardent à venir.**

Selon la Commission européenne, les stocks cumulés de lait en poudre depuis 2016 atteignent 400 000 tonnes et déséquilibrent durablement le marché. Ce point de vue est partagé avec les [producteurs européens](#), qui s'alarment et ont [mené fin octobre des actions](#) devant le siège de la Commission.

Pour sortir de la crise, cette dernière préconise un assouplissement du [dispositif d'intervention publique](#) pour éviter que les stocks n'augmentent encore, mais les professionnels du secteur ne montrent aucun enthousiasme envers cette proposition, appelant plutôt la Commission à « *trouver une solution pour écouler les stocks* », solution qui passerait, entre autre, par l'alimentation animale.

## RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION SCHENGEN



**Les eurodéputés et les États membres sont favorables à un renforcement du Système d'information Schengen, pour les entrées sur le territoire, les sorties et les alertes.**

Les eurodéputés, réunis en commission « [Libertés civiles](#) » ont validé le 6 novembre, à une très large majorité, les dernières propositions de la Commission en matière de suivi des mouvements sur le territoire et de détection d'éventuelles menaces terroristes. Si le Conseil valide à son tour la proposition, le [SIS](#) (Système d'information Schengen -voir rubrique « le Dico de l'Europe ») favorisera une [coopération encore plus étroite](#) entre les États membres, notamment en matière d'alertes ou de décisions de [retours](#), il permettra également à [Europol](#) d'accéder à l'entièreté des informations contenues dans le fichier.

Pour [Carlos Coelho](#), eurodéputé (PPE) rapporteur du dossier au Parlement, ces propositions devraient permettre de restaurer la confiance du public dans les opérations de retour des ressortissants des pays tiers, éviter qu'un ressortissant signalé comme non admissible à l'entrée de l'un des États membres ne bénéficie d'un titre de séjour remis par un autre État membre, et enfin que la circulation des mineurs non accompagnée soit mieux prise en compte.

Un premier pas vers la validation par le Conseil a été franchi, puisque le [Comité des Représentants permanents des États membres](#) a également validé la proposition le 8 novembre.

## LA SERBIE ET LE MONTÉNÉGR0 MEMBRES DE L'UE EN 2025 ?



**La Serbie et le Monténégro pourraient rejoindre l'Union européenne dans un proche horizon.**

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a déclaré mercredi 7 novembre que la Serbie et le Monténégro « seront membres de l'Union européenne avant 2025 » lors d'une conférence de presse à Bruxelles en compagnie du Premier ministre bulgare, Boris Borissov, dont le pays va assurer la présidence tournante de l'Union européenne à partir du 1er janvier.

Lors de son [discours](#) sur l'état de l'Union en septembre, le Président Juncker avait déjà évoqué l'idée [d'un nouvel élargissement de l'Union](#), avec l'intégration des pays des Balkans, tout en écartant fermement "dans un avenir proche" l'adhésion de la Turquie. L'Union européenne a démarré ses négociations avec [le Monténégro](#) en 2012, puis avec [la Serbie](#) en 2014. Dans cette région marquée par les violents conflits des années 90, l'UE a également engagé des discussions avec [la Macédoine](#), [l'Albanie](#), tous deux candidats officiels, mais aussi [la Bosnie-Herzégovine](#) et [le Kosovo](#), ayant eux le statut de candidats potentiels.

Pour rappel, les négociations d'adhésion, qui prennent généralement plusieurs années, sont divisées en 35 chapitres thématiques (économie, énergie, état de droit), afin de rapprocher la législation et les pratiques du pays candidat de "l'acquis communautaire".

## RUBRIQUES



### LE SAVIEZ-VOUS ?

#### **HORIZON 2020 : nouvelles opportunités 2018-2020**

La Commission européenne a publié le 27 octobre 2017 les programmes de travail 2018-2020 du [programme Horizon 2020](#) dont la dotation s'élève pour cette période à 30 milliards d'euros. Pour vous accompagner vers Horizon 2020, le réseau des Points de contact nationaux (PCN) français organise des [sessions d'information](#) sur l'ensemble du territoire.

Vous trouverez l'ensemble des programmes de travail [ici](#).

#### **Un nouveau représentant de la France auprès de l'Union européenne**

A compter du 20 novembre prochain, Philippe LEGLISE-COSTA remplacera Pierre SELLAL, qui fait valoir ses droits à la retraite, au poste stratégique d'Ambassadeur Représentant permanent de la France auprès de l'UE. Philippe LEGLISE-COSTA, familier des affaires européennes, a déjà par le passé, occupé les fonctions de représentant permanent adjoint au sein de la [Représentation Permanente de la France auprès de l'UE](#). Il quitte ainsi son poste de [Secrétaire général des Affaires européennes](#) auprès du Premier ministre où il est remplacé par [Sandrine GAUDIN](#).

#### **Mieux comprendre le travail quotidien des autorités françaises à Bruxelles**

En octobre dernier Pierre SELLAL le [Représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne](#), a publié, un mois avant son départ, une [vidéo pédagogique](#) qui nous fait pénétrer à l'intérieur du nouveau lieu de réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement et des ministres, le bâtiment Europa. Ce petit film très instructif permet de mieux comprendre le fonctionnement du Conseil des ministres et du Conseil européen, et les méthodes de travail et l'action de la France à Bruxelles.



## L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

**Vous avez un projet dans le domaine de l'éducation/la formation/la jeunesse/le sport ?**

L'appel à propositions Erasmus+ 2018 a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



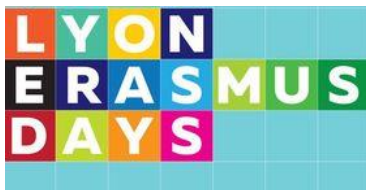
## DICO DE L'EUROPE

**SIS (Système d'information Schengen)**

Le [SIS](#) est un fichier informatique aujourd'hui considéré comme la plus grande base mondiale de données policière. Utilisé depuis mars 2001, il permet aux États membres de consulter, ou de saisir, des informations sur des personnes ou des biens, dans le respect de la [Convention Schengen](#).

Le fichier, qui depuis 2006 peut être couplé avec d'autres bases de données, contient par exemple des informations biométriques. Il est placé sous le contrôle du groupe de coordination de contrôle du SIS II.

## BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



**Michel Barnier, invité des universités lyonnaises pour la célébration des 30 ans d'Erasmus+**

[La COMUE de Lyon](#), alliance des douze établissements universitaires, d'enseignement supérieur et de recherche de Lyon Saint-Etienne a organisé les 13 et 14 octobre [un ensemble de manifestations](#) à l'occasion de l'anniversaire d'Erasmus+.

Evènements musicaux et sportifs mais aussi conférences ponctuées de témoignages ont ainsi permis de réunir les différents acteurs et partenaires des projets Erasmus+ et de sensibiliser le grand public aux opportunités offertes par ce programme.

Parmi les temps forts de ce week-end, un dialogue sur l'Europe et ses enjeux a accueilli [Michel Barnier](#), négociateur en chef du groupe de travail de la Commission européenne sur le Brexit. Yannick Neuder, Vice-président de la Région, délégué à l'Enseignement supérieur, à la recherche, à l'innovation et aux fonds européens a également participé à cette conférence.

## NOTRE RÉGION À BRUXELLES



### La Région auditionnée au Parlement européen sur la cohésion.

Réunis en audition publique à l'initiative de l'eurodéputé [Marc Joulaud \(PPE\)](#), plusieurs experts européens dont la Directrice des fonds européens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Chantal Moreau, ont échangé le 8 novembre dernier au Parlement Européen sur le déploiement des fonds européens dans les territoires.

Au cœur de la discussion : comment mettre fin à la complexité de la mise en œuvre de ces financements, source d'impopularité et de sous-consommation. Outre les recommandations du groupe de haut niveau sur la simplification, qui ont été rappelées par l'un de ces membres [Jean-Pierre Audy](#), les échanges ont porté sur les obstacles encore nombreux tels que les aides d'Etat, la multiplication des contrôles ou l'instabilité des règles juridiques.

Mme [Lilyana Pavlova](#), ministre bulgare en charge de la future Présidence du Conseil Européen, a assuré que la simplification des fonds européens et plus globalement, l'avenir de la politique européenne de cohésion, seraient au cœur de la Présidence de la Bulgarie qui démarre au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

---

### Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)